

Le miracle brésilien, et après ?

Le Brésil traverse une crise de grande ampleur créée par l'appétit financier des politiciens aux dépens des grandes entreprises nationales.

Pays-continent largement auto-suffisant et parvenu au stade de développement où les classes moyennes et supérieures entretiennent une consommation qui maintient une dynamique de croissance, le Brésil est en grave récession. Des investissements à contre-cycle se sont révélés désastreux pour Petrobras¹, les marchés publics truqués ont rempli les poches d'une mafia accrochée aux postes de pouvoir et le pilotage économique s'est avéré désastreux. Tout un système institutionnel opaque menace ruine et paralyse le pays. Et le renouvellement des acteurs et des stratégies peine à se faire sentir.

Les Brésiliens assistent médusés à la litanie des révélations judiciaires qui décrivent l'irresponsabilité de ceux qui les représentent et organisent l'austérité. Ils ont compris que l'éviction de la présidente a permis de faire de Dilma Rousseff le bouc émissaire pour exonérer un système de ses responsabilités. Le « nou-

veau gouvernement » de Michel Temer, soixante-seize ans, réunit des vieilles barbes corrompues et détestées.

Pour donner le change, le gouvernement tente de faire passer en force des réformes capitales, sans aucune négociation avec les syndicats. Après une loi généralisant la sous-traitance - une manière radicale de faire baisser le coût du travail en période de récession - il se discute une loi durcissant les retraites. Une loi sur le travail est également en discussion qui renforce considérablement le pouvoir patronal alors que le rapport de force lui est déjà très favorable : le contrat d'entreprise se substitue à la loi. Le peuple brésilien paiera au prix fort le rétablissement de la compétitivité, et il ne se passe pas de jour où le gouvernement ne répète que les résistances ne peuvent que pénaliser la reprise et les générations futures. Ce ton apocalyptique évoquant les risques courus par le pays si sa dette s'accroît et si l'on n'augmente pas la durée de cotisation exonère sans

¹ Petrobras est une entreprise d'Etat pétrolière et surtout la plus importante au Brésil.

débat les possédants de toute obligation supplémentaire dans un pays dont l'impôt sur les plus-values est plafonné à 30 %.

Un pouvoir endogamique

De multiples secteurs de la société sont en crise et commencent à le dire. Les gardiens de prison ont envahi le Congrès début mai pour protester contre la perte annoncée de leur retraite anticipée. Les cartels les plus violents contrôlent une partie du système carcéral et disposent de relais significatifs dans la police... Autre exemple : des manifestations d'Indiens à Brasilia contre les attaques dont ils sont victime en Amazonie, car le gouvernement soutient les grands propriétaires fonciers qui refusent d'officialiser les limites territoriales de leurs territoires. De même, passant des campagnes à la ville, les professeurs et professionnels de santé multiplient les grèves malgré les pertes de salaires. Une grève générale fin avril fut un succès.

Si le pouvoir redoute l'irruption populaire sur la scène politique, la placidité de la population étonne : les motifs de révolte sont nombreux, mais personne n'a bougé pour mobiliser la presse internationale lors des Jeux olympiques de l'été 2016. Il faut dire que les lieux de débats manquent, les médias commerciaux s'étant

rangés de longue date au côté des puissants². Les universitaires se préoccupent davantage de leur carrière que de la nation brésilienne. D'ailleurs les médias ne font presque aucune place à la critique : ils ne rendent compte ni de la réalité si diverse du pays ni de la variété des expériences et des opinions qui se développent actuellement. Il suffirait pourtant d'enquêter sur le quotidien des quartiers, des villes et des entreprises pour que les Brésiliens se connaissent mieux eux-mêmes, au lieu d'inciter la population à ne rien faire face à la chute de la maison Brésil.

La délation de la fin du monde, comme disent les médias, est un fleuve qui pourrait tout emporter. Les dépositions des cadres d'Odebrecht³ aboutissent à la mise en cause de plusieurs centaines de responsables, une centaine d'entre eux faisant partie de la liste des personnalités citées dans l'enquête *Lava-Jato* - « lavage-express » - dont le statut (ministres, gouverneurs, parlementaires...) implique le transfert du cas à la Cour suprême : elles échapperont au juge Moro, devenu un héros national. Jour après jour, le pays apprend sur tous les écrans ce qu'il a voulu ignorer et que les médias ont tout fait pour ne pas savoir. La construc-

2 Cf. sens-public.org/article1186.html

3 Le géant du BTP et de pétrochimie est à l'origine d'un vaste schéma de corruption qui touche l'Amérique latine.

tion de bâtiments publics a donné lieu à d'amples dépassements de budgets, à d'invraisemblables trafics d'influence. On sait à présent que nombre de commissaires aux comptes et de magistrats font partie du système mafieux qui a accompagné la croissance inégale du pays. Une politique de collaboration de classes s'est installée qui a procuré aux Brésiliens divers services publics financés à crédit et qui ont alimenté des caisses noires pour toutes les parties prenantes des contrats d'équipements. La bureaucratie s'est couverte en mettant en place un nombre absurde de systèmes de contrôles interconnectés qui font de tout citoyen un suspect quand des bandits trafiquent à grande échelle en toute impunité.

Enfin, la recrudescence d'actes violents est manifeste : mutineries meurtrières dans les prisons, attaques de populations indigènes ou de fermiers, pillages de banques, impunité des trafics en tout genre dont pâtissent bien sûr les classes pauvres et les nouveaux entrants, tels ces étudiants à qui le diplôme n'assure plus un emploi. Les rentiers sont protégés dans les quartiers résidentiels, leur perception de la crise est toute relative. Le plus libre des pays figurant parmi les BRICS⁴ devra un jour s'attaquer aux passe-droits dont a résulté une croissance nulle, l'endettement

⁴ Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud ; les puissances montantes.

ment des entreprises publiques et la perte de crédibilité des institutions.

Il est indispensable de structurer des espaces démocratiques ouverts traversés de débats contradictoires bien plus puissants que ceux qui existent actuellement et de surmonter la règle numéro un au pays du football, qui consiste à dire qu'« *on ne joue pas contre son camp* ». Cette bien-séance étouffe toute polémique et n'inquiète pas les corporatismes : toutes les soumissions et tous les accommodements sont possibles dans ce cadre. Le pays est arrêté depuis trois ans. L'endogamie n'est pas spécifique au Brésil. Ce qui la rend ici radicalement nocive est l'absence de séparation des pouvoirs : un ministre de la justice soupçonné d'avoir été l'avocat de groupes mafieux contrôlant les prisons peut devenir sans délai juge à la Cour suprême, nommé par le président en exercice largement soupçonné d'abus de confiance et de corruption, et qui mène la guérilla parlementaire tout en prétendant servir le pays. On rêve de rénovation de la classe politique mais le mot d'ordre est plutôt de ne rien lâcher et de maintenir coûte que coûte un système usé jusqu'à la corde.

Gérard Wormser est philosophe, fondateur de la revue Sens Public.